

CAI
FS 200
-7021

INCREASED PENALTIES

Amended Fisheries Act

3 1761 11764240 5



The Fisheries Act has been amended to meet the realities of today's complex fisheries. The amendments provide for increased penalties for violations, stronger fisheries management and enforcement, and better protection of fish habitat.

Parliament has approved increases in penalties that now give Canada one of the most stringent penalty regimes for offences against fish and fish habitat laws of any major fishing nation. The increased fines and penalties respond to repeated appeals from all those with a stake in the resource.

These new amendments to the Fisheries Act also respond to the need for accurate information for fisheries management decision-making and for strengthening the enforcement powers of fishery officers.

I am committed to rebuilding our fish stocks. The amendments to the Fisheries Act will provide the necessary tools to help us to sustain a productive fishery and healthy fish habitat.

John C. Crosbie



Printed on recycled paper

Minister's Message: AMENDED FISHERIES ACT

Summary of Amendments

Increased Penalties

Fisheries and Habitat

General Fishing Offences (e.g. fishing in a closed area or misreporting of catch): Increased to maximum fines of \$100,000 on summary conviction and \$500,000 on indictment. Options for second and subsequent offences include fines and/or imprisonment of up to one year on summary conviction and up to two years on indictment.

Obstruction of a Fishery Officer: Increased to maximum fines of \$100,000 on summary conviction and \$500,000 on indictment.

Alteration of Fish Habitat (e.g. as a result of road or bridge construction): Increased to maximum fines of \$300,000 on summary conviction and \$1,000,000 on indictment. Court options for additional penalties are expanded.

Pollution of Fish Habitat (e.g. dumping chemicals harmful to fish): Maximum fines of \$300,000 on summary conviction and \$1,000,000 on indictment. Court options include up to three years imprisonment on indictment.

Failure to Provide Habitat Information: Increased to maximum fines of \$200,000 on summary conviction and \$200,000 and/or six months imprisonment for second and subsequent offences.

All Offences Dealt With by the Courts: Upon conviction, the courts have more flexibility with penalties. For example, penalties could include clean-up costs or community service.

All Ticketable Offences: Maximum fine of \$1,000 and automatic loss of fish and gear seized on a guilty plea.

Better Statistics

The amended Fisheries Act provides the flexibility to establish information reporting requirements to meet the circumstances of each fishery. The information will provide statistics which will be used to help rebuild the fish stocks.

Fishery Officers now have the authority to examine records and books of accounts to ensure the information is accurate.

Better Enforcement and Management

Regulation-making Powers

Changes can be made much more quickly to:

- area closures;
- fish size and weight restrictions.

Regulations can be made about:

- fishing vessel identification and tracking;
- observers.

Liabilities and Offences

- Licence holders can be held liable for offences.
- Officers and directors of corporations can be held liable for offences.
- Fishing gear must be removed from the water when the gear is not tended or during close times. However, flexibility is allowed if, for example, weather conditions make gear removal unsafe.
- Possession of fish is prohibited when they are taken in violation of the Act or the regulations.

Repeal of Archaic and Redundant Provisions

The Fisheries Act has been made more workable with the repeal of sections that are either no longer relevant or covered more efficiently by other regulations or Acts.

For more information on fish habitat consult "Canada's Fish Habitat Law", available from Regional Directors General, Department of Fisheries and Oceans. For more information on the Fisheries Act, contact the Regional Director General in your area:

Director General
Gulf Region
Fisheries and Oceans
P.O. Box 5030
Moncton, N.B.
E1C 9B6
(506) 851-7750

Director General
Central and Arctic Region
Fisheries and Oceans
501 University Crescent
Winnipeg, Manitoba
R3T 2N6
(204) 983-5117

Director General
Quebec Region
Fisheries and Oceans
P.O. Box 15,500
Quebec, Quebec
G1K 7Y7
(418) 648-4014

Director General
Newfoundland Region
Fisheries and Oceans
P.O. Box 5667
St. John's, Newfoundland
A1C 5X1
(709) 772-4417

Director General
Scotia-Fundy Region
Fisheries and Oceans
P.O. Box 550
Halifax, Nova Scotia
B3J 2S7
(902) 426-2581

Director General
Pacific Region
Fisheries and Oceans
555 West Hastings Street
Vancouver, B.C.
V6B 5G3
(604) 666-6098

Published by:

Communications Directorate
Department of Fisheries and Oceans
Ottawa, Ontario K1A 0E6

DFO/4487

© Minister of Supply and Services Canada 1991

Cat. No. Fs 23-187/1991
ISBN 0-662-58180-6



Message du ministre MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI SUR LES PÊCHES



La *Loi sur les pêches* a été modifiée pour mieux refléter le caractère complexe des pêches actuelles. Les modifications prévoient des peines plus sévères pour les infractions, un renforcement de la gestion des pêches et de l'application des règlements et une protection accrue de l'habitat du poisson.

En approuvant l'accroissement des peines, le Parlement a donné au Canada l'un des régimes les plus rigoureux de tous les principaux pays de pêche pour combattre les infractions commises contre le poisson et son habitat. Les amendes et les peines plus fortes font écho aux demandes répétées des intervenants du milieu.

Ces nouvelles modifications de la *Loi sur les pêches* répondent également au besoin d'informations exactes qui permettront de prendre des décisions concernant la gestion des pêches et de renforcer les pouvoirs des agents des pêches.

Je me suis engagé à rétablir nos stocks de poisson, et les modifications apportées à la Loi nous donneront les moyens nécessaires pour assurer la productivité des pêches et la santé des habitats.

John C. Crosbie



Imprimé sur du papier recyclé

Sommaire des modifications

Une augmentation des peines

Pêches et habitat

Infractions générales en matière de pêche (p. ex. : pêche dans des zones interdites ou fausse déclaration sur les prises) : Les amendes maximums passent à 100 000 dollars en cas de procédure sommaire et à 500 000 dollars en cas de mise en accusation. Les récidives donnent lieu à des amendes ou à des peines de prison (ou les deux) allant jusqu'à un an en cas de procédure sommaire et jusqu'à deux ans en cas de mise en accusation.

Entrave au travail d'un agent des pêches : Les amendes maximums sont portées à 100 000 dollars en cas de procédure sommaire et à 500 000 dollars en cas de mise en accusation.

Modification de l'habitat du poisson (p. ex. : à la suite de la construction d'une route ou d'un pont) : Les amendes maximums passent à 300 000 dollars en cas de procédure sommaire et à 1 000 000 dollars en cas de mise en accusation. Les tribunaux peuvent désormais imposer d'autres peines.

Pollution de l'habitat du poisson (p. ex. : rejet de produits chimiques dangereux pour le poisson) : Les amendes maximums sont fixées à 300 000 dollars en cas de procédure sommaire et à 1 000 000 dollars en cas de mise en accusation. Les tribunaux ont la possibilité d'imposer jusqu'à trois ans de prison sur mise en accusation.

Refus de fournir de l'information sur l'habitat : Les amendes maximums sont portées à 200 000 dollars en cas de procédure sommaire et à 200 000 dollars ou six mois d'emprisonnement (ou les deux) en cas de récidive.

Toutes les infractions relevant des tribunaux : Lorsqu'il y a déclaration de culpabilité, les tribunaux ont plus de latitude dans le choix des peines, en imposant par exemple le paiement des coûts de dépollution ou la participation à des travaux communautaires.

Toutes les contraventions : Amendes maximums de 1 000 dollars et perte automatique du poisson et des engins saisis sur aveu de culpabilité.

Des statistiques plus exactes

La nouvelle *Loi sur les pêches* permet d'établir les exigences régissant le rapport d'informations en fonction de chaque pêche. Grâce aux données recueillies, il sera possible d'établir des statistiques qui seront utilisées pour rétablir les stocks de poisson.

Les agents des pêches ont maintenant le pouvoir d'examiner les registres et les livres comptables pour vérifier l'exactitude de l'information.

De meilleurs systèmes de gestion des pêches et d'application des règlements

Pouvoirs en matière de réglementation

Des changements pourront être apportés beaucoup plus rapidement relativement :

- à la fermeture de zones;
- aux restrictions sur la taille et le poids des poissons.

Des règlements pourront être élaborés sur :

- l'identification et la poursuite des bateaux de pêche;
- la présence des observateurs.

Responsabilités et infractions

- Les titulaires de permis peuvent être tenus responsables des infractions.
- Les dirigeants et administrateurs d'entreprises peuvent être tenus responsables des infractions.
- Les engins de pêche doivent être retirés de l'eau lorsqu'ils ne servent pas ou pendant les périodes de fermeture. Une certaine souplesse est toutefois possible, par exemple dans les cas où le mauvais temps ne permet pas de retirer les engins de l'eau en toute sécurité.
- Il est interdit d'avoir en sa possession du poisson qui n'a pas été capturé conformément aux dispositions de la Loi ou des règlements.

Abrogation des dispositions dépassées et redondantes

La *Loi sur les pêches* est plus facile à mettre en œuvre du fait de l'abrogation d'articles qui ne sont plus pertinents ou qui sont couverts de façon plus efficace par d'autres règlements ou lois.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'habitat du poisson, consulter la publication intitulée *La loi et l'habitat du poisson au Canada*, disponible auprès des directeurs généraux régionaux du ministère des Pêches et des Océans. Pour plus d'informations concernant la *Loi sur les pêches*, communiquer avec le bureau du directeur général régional le plus proche :

Directeur général Région du Golfe Pêches et Océans C.P. 5030 Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 9B6 (506) 851-7750	Directeur général Région du Centre et de l'Arctique Pêches et Océans 501, University Crescent Winnipeg (Manitoba) R3T 2N6 (204) 983-5117
---	--

Directeur général Région du Québec Pêches et Océans C.P. 15500 Québec (Québec) G1K 7Y7 (418) 648-4014	Directeur général Région de Terre-Neuve Pêches et Océans C.P. 5667 St. John's (Terre-Neuve) A1C 5X1 (709) 772-4417
---	--

Directeur général Région Scotia-Fundy Pêches et Océans C.P. 550 Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2S7 (902) 426-2581	Directeur général Région du Pacifique Pêches et Océans 555, rue West Hastings Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 5G3 (604) 666-6098
--	---

Publié par :

Direction générale des communications
Ministère des Pêches et des Océans
Ottawa (Ontario) K1A 0E6

MPO/4487

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

N° de cat. Fs 23-187/1991
ISBN 0-662-58180-6



Pêches
et Océans
Fisheries
and Oceans

Canada